



Les leviers de compétitivité à l'épreuve

MULTINATIONALES. Pour les retenir en Suisse, un rapport de KPMG/IMD évalue la flexibilité du marché du travail, l'innovation et la fiscalité.

PIOTR KACZOR

Le niveau général des coûts (62%) et des salaires (59%), les incertitudes relatives à l'issue de la réforme de l'imposition des bénéfices des entreprises RIEIII ainsi que les restrictions à l'immigration non européenne (50%) sont les quatre premiers défis à relever pour faire des affaires en Suisse selon les réponses de 94 dirigeants de multinationales sondés dans le cadre de l'étude sur les multinationales en Suisse présentée mardi à Zurich par le cabinet KPMG et réalisée avec le concours du centre de compétitivité mondial de l'IMD, la Chambre de Commerce Suisse-Etats-Unis et Switzerland Global Enterprise. Une étude qui porte sur 850 multinationales établies en Suisse (dont 400 sociétés cotées), à l'exclusion des groupes financiers et suisses.

Un système d'imposition compétitif et prévisible constitue la principale raison de s'établir en Suisse invoquée par les multinationales et ce facteur reste pertinent pour plus des deux tiers (68%) des sociétés. Si les efforts déployés dans le cadre de la réforme de l'imposition des entreprises RIEIII sont largement reconnus par celles-ci, elles ne sont pourtant que 42% à penser que le facteur de la compétitivité fiscale restera un avantage compétitif majeur de la Suisse à l'avenir. En clair: des doutes subsistent sur l'aboutissement de cette réforme discutée depuis huit ans. «La

Suisse doit donc faire tout son possible pour rester compétitive

à cet égard. On en attend pas qu'elle devienne le pays le plus avantageux sur le plan fiscal mais qu'elle préserve sa compétitivité» a résumé André Güdel, le responsable Business Development Tax de KPMG.

La fiscalité est pourtant loin de constituer la seule raison de s'établir en Suisse. Ainsi que l'illustre l'infographie ci-contre, un bon quart des multinationales (26%) y ont installé un centre de recherche et développement R&D, ce qui illustre l'importance de l'innovation comme attrait majeur. La Suisse fait aussi office de centre de production pour un petit quart (23%) des multinationales alors que près de la moitié de celles-ci y ont ancré des centres régionaux de marketing/vente (44%) ou de logistique/achats (33%), voire des services partagés (IT, personnel ou IP 27%). Loin de l'image que l'on se fait des sociétés obnubilées par les avantages fiscaux.

Pourtant, le niveau élevé atteint par la Suisse en matière d'innovation - que ce soit par le nombre de brevets déposés ou par son rang dans les classements internationaux - souffre de ne pas être perçu à sa juste mesure. Seuls 44% des sondés pensent qu'un siège en Suisse contribue à rendre les sociétés de groupes plus novatrices et un peu plus de 35% s'attendent à ce que la Suisse devienne plus innovante que d'autres pays dans les prochaines années. Les auteurs estiment pourtant que l'introduction d'instruments de planification fiscale ef-

ficaces pour la comptabilisation de la R&D (*ndlr: licence box*) prévue par la RIEIII représente un moyen majeur de combler cette lacune de perception.

Si la quasi-totalité des multinationales établies dans notre pays reconnaissent que le droit du travail suisse est beaucoup plus flexible et propice à l'économie que celui d'autres pays européens, elles ne sont que 47% à répondre que cet avantage compétitif pourra être préservé dans les trois prochaines années. Près de 50% des cadres dirigeants sont convaincus que de nouvelles restrictions du marché du travail pour le personnel étranger poseront d'énormes problèmes aux entreprises à moyen terme. Dans quelle mesure pourront-elles s'accommoder du modèle de préfé-

rence pour les résidents suisses lors de l'engagement de nouveaux employés mis au point dans le cadre de l'application de l'initiative contre l'immigration de masse? CEO de la Chambre de Commerce Suisse-Etats-Unis, Martin Naville ne voit pas de difficulté dans le modèle défini par le Conseil national, à la différence du modèle du Conseil des Etats qui tend à prolonger la procédure. Il faut donc attendre la réaction de l'UE même si cette dernière a déjà jugé la version du National incompatible.

Quant à la réputation de stabilité politique et réglementaire, celle-ci est hautement appréciée. Mais 23% des sondés seulement pensent que les réglementations moins lourdes resteront l'un des



L'Agefi
1026 Echandens-Denges
021/ 331 41 41
www.agefi.com

Medienart: Print
Medientyp: Publikumszeitschriften
Auflage: 5'500
Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

Themen-Nr.: 660.015
Abo-Nr.: 1060231
Seite: 3
Fläche: 45'002 mm²

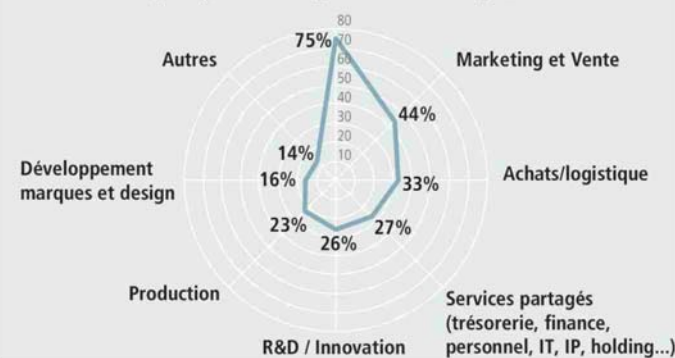
avantages majeurs de la Suisse à l'avenir. Au niveau de la compétitivité fiscale, si la réforme RIEIII est perçue comme orientée dans la bonne direction, les incertitudes persistent sur les perspectives en cas d'échec de celle-ci, ce qui constituerait une rude épreuve, étant donné l'absence de plan B ainsi que le souligne Martin Naville. D'ailleurs 58% des multinationales sondées sont convaincues que la Suisse devra elle aussi, à l'avenir, adopter les standards internationaux de plus en plus restrictifs de l'Union

européenne et de l'OCDE. Comme une part prédominante des 94 dirigeants interviewés dans le cadre de l'enquête viennent des Etats-Unis, il faut compter avec un biais correspondant pour le volet sondage de cette étude. Questionnés sur les avantages de faire des affaires en Suisse dans les trois prochaines années, les responsables sondés mentionnent en premier lieu la qualité de la vie ainsi que le personnel bien formé et multilingue (67%), l'attrait du pays pour des étrangers qualifiés et l'infrastructure

de pointe (52%), la stabilité du cadre légal et réglementaire (50%) ainsi que la souplesse du droit du travail (47%). Les multinationales implantées en Suisse proviennent des Etats-Unis/Canada (37%), de l'Europe (36%), du Japon (11%), de la Chine (4%) et de l'Inde (3%). Elles sont ancrées dans la région Zurich-Zoug (31%), le Bassin lémanique (26% avec Fribourg et Valais), Bâle (13%), Jura-Berne (10%), Schaffhouse – St-Gall (9%), la Suisse centrale-Grisons (6%) et le Tessin (5%). ■

ACTIVITÉS DES MULTINATIONALES EN SUISSE

Fonctions de sièges zones géographiques / monde ou sociétés principales / holding avec substance significative



KPMG